Le PAN 1325 indique que le guide biographique des femmes cadres et leaders réalisés par le MSAF et l'UNICEF en 2009 a montré que le taux de représentativité des femmes aux postes de pouvoir et de prise de décisions est estimé à 10% pour l'ensemble du territoire national.

Le Plan relève que cette faible représentativité des femmes se justifiait par le faible niveau d'instruction par rapport aux hommes surtout au niveau supérieur ; la sous-estimation de la femme elle-même à postuler aux postes de pouvoir et de prise de décisions ; les barrières coutumières et les discriminations stéréotypées qui influent la vie politique en RDC ; les violences de tout genre dont les femmes font l'objet dans les milieux professionnels, surtout les violences sexuelles.

Comme recommandations, le PAN 1325 indique qu'il faudrait continuer le plaidoyer pour la mise en oeuvre de la Résolution 1325 par l'intégration du Genre dans toutes les politiques et tous les programmes du gouvernement, des associations membres de la Société civile, agences du système des Nations unies basées en RDC ; plaidoyer pour l'augmentation du nombre de femmes dans les instances de prise de décisions à travers les postes nominatifs et électifs (utilisation des quotas si nécessaire) ; rendre opérationnel le Plan d'action national sur la mise en oeuvre de la Résolution 1325 par le ministère du Genre, Famille et Enfant, les associations féminines et ONG de défenses des droits humains ; adopter des mesures pouvant garantir les droits socioéconomiques des femmes ; autonomiser financièrement la femme pour pallier la pauvreté (micro crédits, création de banques des femmes et pour les femmes) et renforcer les capacités managériales de la femme.

59 millions de dollars à mobiliser

Il convient de rappeler que dans le cadre de la commémoration du 12ème anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, le ministère du Genre, collaboration avec la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco), les Groupes thématiques Genre du système des Nations unies (ONE UN Gender team) et les associations féminines de la Société civile ont organisé des journées portes ouvertes, du 29 au 31 octobre 2012 à Kinshasa.

Les participants à ces journées ont convenu pour un projet d'arrêté ministériel portant création d'un comité de coordination chargé de la gestion et du suivi de la mise en oeuvre des projets financés par le TRUST FUND et autres projets relatifs au Plan d'action national de la mise en oeuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. Et un deuxième projet d'arrêté ministériel portant création, organisation et fonctionnement du comité de pilotage national, provincial et local de la Résolution 1325.

Le Trust Fund est créé au niveau de l'entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, il sera chargé d'accueillir et héberger tous les fonds mobilisés et destinés au financement du Plan d'action national 1325. Ces fonds seront engagés sous la supervision et l'approbation du Comité de coordination chargé de la gestion du suivi de la mise en oeuvre des projets financés par le Trust Fund et du Conseil de sécurité des Nations unies.

Il faut noter également qu'un montant de 59 millions de dollars devra être mobilisé pour l'application du Plan d'action national en vue de la mise en oeuvre effective de la Résolution 1325 en RDC.

Par Mimi Tayele, Source: http://fr.allafrica.com/stories/201211080974.html